

LA TÊTE

LEUR TOURNE.

A

Une vanimeuse ambition a faisi l'es-
prit de plusieurs, & les a tellement
dénaturés de l'humeur Françoisse, qu'ils
estiment blasphèmes ce que nos Ance-
tres ont cru droits sacrés....

Remontrances du Parl. d'Aix en 1614.



LA TÊTE

LEUR TOURNE.

„**N**UL Homme n'est parfaitement,
 „ sage ici bas, ni le Janséniste qui écrit
 „ des *Feuilles* prétendues *Ecclesiasti-*
 „ *ques*, ni le Philosophe qui sappe les
 „ fondemens de l'autorité, ni le Com-
 „ missaire qui rédige des Remontran-
 „ ces. Souvent *la tête leur tourne* à tous,
 „ trois par fanatisme, par système, &
 „ par intérêt. Le Janséniste veut que
 „ tout soit *efficace*, jusqu'à la gazette;
 „ le Philosophe, que tout soit libre;
 „ & le Rédacteur de Remontrances,
 „ que *douze ne fassent qu'un*. (*) Que
 „ répondre à des discoureurs de cette
 „ espèce? Je ne me lasserai point de
 „ vous le répéter, mon ami, *la tête*
 „ *leur tourne* : cependant, prenez-y

(*) Système de l'unité des Parlemens, imaginé pour l'intérêt personnel des Magistrats, & fondé sur des équivoques frivoles. Voyez Lettre du Parlement de Rouen au Roi, du 3 Février.

„garde; c'est une maladie contagieuse
 „en France.

Voilà ce que me disoit il y a quelques jours, à propos des contestations élevées entre la Cour & les Parlemens, un homme respectable par son âge & par ses lumières, un homme que j'avois toujours honoré jusqu'alors comme un vrai Philosophe & un excellent Citoyen..... A ces mots, l'esprit de patriotisme & ma vivacité naturelle l'emportant sur le respect : Quoi ! m'écriai-je, au moment où les *Loix fondamentales* s'anéantissent sous les coups d'une autorité effrénée, où la Magistrature périt dans toute l'étendue du Royaume, où tout l'Etat est menacé d'un bouleversement universel, vous osez vous permettre des plaisanteries odieuses & un persiflage atroce sur un événement qui consterne tous les vrais Patriotes ? Vous ne rougissez pas d'affimiler les efforts généreux de la Magistrature en faveur des Loix mourantes, aux viles rapsodies d'un satyrique obscur, & à je ne sais quel délire ?..... Calmez-vous, reprit mon sage en m'interrompant, & soyez sûr que si j'avois à rougir de quelque chose en ce moment,

ce ne seroit certainement pas de mon indifférence pour les Loix. Vous prenez le change. Un peu moins d'enthousiasme, si nous avons intention de nous entendre. Avec quarante ans d'expérience & d'étude de plus que vous, j'ai le cœur tout aussi François. Si votre effervescence a ses motifs, mon sens-froid peut avoir les siens qui ne sont ni moins honnêtes, ni moins fondés. Mettez-vous bien dans l'esprit que, quand un vaisseau paroît menacé du naufrage, la frayeur aveugle, & les cris tumultueux de l'équipage ne servent à rien, & que le trouble qui en résulte est toujours un grand mal. Ne nous alarmons donc point sur un péril; qui n'est probablement qu'imaginaire; & si ce n'est pas encore le temps d'en rire, raisonnons: j'y consens. — Eh! que peuvent des raisonnemens contre des faits qui justifient d'avance les présages les plus sinistres, des faits qui caractérisent un dessein prémédité de renverser les Loix constitutives du Royaume, d'écraser leurs derniers vengeurs, d'élever sur leurs ruines un trône à la tyrannie, & de consacrer par la terreur les excès mêmes du Des-

potissime le plus accablant ? Vous flattez-vous de me prouver par des argumens que tout cela est au mieux , que tout ce qu'on a fait jusqu'à-présent est on ne peut mieux , & que tout ce qu'on fera , sera le mieux possible ? Faisons mieux nous-mêmes ; parlons d'autres choses. Aussi-bien , je ne me sens pas disposé , passez-moi cette franchise , à être le *Candide* de ce nouveau Roman. — Ni moi , mon cher ami , à jouer le rôle du *Docteur borgne* à qui je n'envie ni sa dialectique subtile , ni la docilité de son élève , ni la douceur des leçons qu'il croyoit donner à sa *raison suffisante*. Mais nous perdons de vue notre objet. Je ne prétends pas vous obliger à penser comme moi. Cependant puisque mes sentimens vous révoltent si fort , il faut de toute nécessité que je les justifie. Vous persérez mes raisons. Ma sécurité , mon stoïcisme vous étonnent ; & moi , de mon côté , j'ai peine à concevoir comment , avec autant d'esprit & de connoissances que vous en avez , vous pouvez donner dans ces terreurs ridicules qu'on répand avec une affectation qui n'est propre qu'à les décréditer.

Au fond, de quoi s'agit-il dans cette affaire ? D'examiner si c'est à Monseigneur Pierre ou Guillaume, Conseillers en la Cour, plutôt qu'au Roi, que nous devons fidélité & obéissance ; & si la destitution de Juges qui refusent de juger, emporte essentiellement la subversion des loix fondamentales de la Monarchie, & l'anéantissement de la Magistrature. Ces deux points résolus, tout le reste va de suite. Dites-moi présentement si des questions aussi futiles méritent qu'on s'en occupe sérieusement ? Trouvez-vous qu'il y ait dans tout cela de quoi former un seul doute raisonnable ? C'est pourtant sur de pareilles misères que tout Paris s'échauffe. On écrit, on remontre ; chaque jour voit éclore de nouveaux Arrêts. Ces graves minuties occasionnent des Libelles sanglans, des murmures séditieux, & des inculpations atroces. Les Satyres les plus violentes sont les plus applaudies. On se les arrache, on les dévore, & la passion qui les dicte paroît trop modérée à la crédulité qui les adopte. Voilà le peuple ! Et vous verrez que tout ce fracas se terminera par un Vaudeville. Encore quelques

degrés de fermentation de plus, le ridicule de ces *Parades* sautera aux yeux, & l'on sera tout honteux de s'être passionné jusqu'au délire sur un mal-entendu. — Tranchez le mot, Monsieur, vous brûlez de nous voir arriver au Despotisme, prenez patience, nous y touchons. Quelle horreur pour un peuple généreux, accoutumé de tout temps aux douceurs d'un gouvernement modéré ! Cette idée seule fait trembler. Plus de Magistrats, plus de Loix, plus de Liberté. Quelle perspective affligeante, horrible ! On frémit seulement d'y penser. — Toujours de l'enthousiasme ! Venons donc au fait ; & dispensez-moi de répondre à des déclamations que je vous laisserai le soin d'apprécier vous-même dans un moment. . . . Croyez-vous qu'on soit obligé d'obéir au Roi ? — Mais, apparemment : belle question ! — Eh ! bien, ne le disois-je pas ? nous voilà d'accord ; & il ne tiendrait qu'à moi de vous rendre dès-à-présent tous les complimens dont vous vouliez m'accabler tout-à-l'heure ; ou bien, si vous ne voulez pas absolument être de mon avis, prenez que c'est moi qui suis du

vôtre. Cela revient bien au même. Laissez donc aboyer les frondeurs, & avouez enfin avec moi que *la tête leur tourne*. — Oh ! N'allons pas si vite, je vous prie ; nous ne nous entendons point, & ne sommes d'accord qu'en apparence. De quelle sorte d'obéissance prétendez-vous parler ? Songez-vous que les François sont une *Nation libre*, & qu'ils ne doivent obéir que suivant les loix qui les gouvernent ? Vous confondez ici la servitude avec la soumission. Cela est fort différent. — Je le fais, & je ne confonds rien : à moins que vous ne prétendiez que les François, en qualité de *Nation libre*, ont le droit de n'obéir au Souverain que quand & comme il leur plaît ? Est-ce là votre sentiment ? — Pouvez-vous m'imputer une pareille extravagance ? — Moi ? Je ne vous impute rien. Mais que voulez-vous donc dire avec votre *Nation libre* ? que la France a le droit de se choisir ses Souverains à son gré ? qu'elle peut abolir la Royauté si elle le juge à propos ? dépouiller le Souverain des prérogatives éminentes attachées à sa Couronne ? restreindre ou diviser son pou-

voit ? lui en prescrire l'usage ? le citer à son Tribunal ? lui demander compte de son administration ? enfin, le punir de l'abus de son autorité, comme on chasse un Intendant qui dégrade un bien qu'il est chargé de faire valoir ? — Eh ! non, Monsieur, je ne dis, ni ne pense rien de semblable. Ai-je l'air d'un homme qui déraisonne ? Est-ce que j'avance la moindre chose qui ait trait à des conséquences aussi monstrueuses ? Quand je soutiens que les François sont une *Nation libre*, j'entends par-là que la Nation a des *loix fondamentales* que le Souverain lui-même est forcé de respecter. — Forcé ? Soit : mais sous quelle peine ? — Mais, sous peine... sous peine de manquer à ce qu'il se doit à lui-même. — C'est toi qui l'as nommé ! Il ne reste plus qu'à savoir ce que vous entendez par *Loix fondamentales* d'un Etat. Je crois entrevoir que nous serons encore de même avis là-dessus. Voyons, quelle est votre idée ? — Selon moi, les *Loix fondamentales* d'un Etat sont celles qui fixent irrévocablement la forme constitutive, qui le font être ce qu'il est, & qu'on ne sauroit altérer

sans porter atteinte à sa constitution. — On ne peut mieux. Cette définition me paroît claire & précise, & d'autant plus juste qu'elle est applicable à toutes les formes de Gouvernement possibles. Ainsi une Démocratie, une Aristocratie, & une Monarchie ne sont telles en effet, que parcequ'eux Loix fondamentales sont résider essentiellement l'autorité souveraine dans le Peuple en Corps, ou dans le Collège des Grands, ou dans la personne d'un seul. Mais, d'après cette idée lumineuse, puis-je vous demander si vous avez quelquefois pris la peine d'examiner quelles étoient ces loix par rapport à la France? — S'il faut être de bonne foi : je vous avouerai franchement que je n'ai sur cette matière que des notions fort vagues, & que souvent il m'est arrivé de ne savoir que répondre à quelques gens qui soutiennent que nous n'en avons point. Je sens bien cependant qu'elles sont indispensables, & je n'hésite point à croire que nous en ayons. Mais je n'ai jamais su distinguer dans la foule, ou plutôt dans le cahos des Loix dont notre Jurisprudence est surchargée, celles

qui portent exclusivement ce caractère auguste. — Vous plaisantez ? Quoi ! vous qui êtes le Champion de ces loix vous ne les connoîtriez pas ? Et d'où savez-vous donc qu'elles sont en danger ? qu'on les enfreint ? qu'on veut les anéantir ? Vous faites donc pour elles ce que les anciens Preux de nos Romans faisoient pour les Dames invisibles qu'ils s'imaginoient voir liées par des enchantemens, & exposées à des traitemens barbares dans tous les châteaux qui s'offroient à leur rencontre ? Mais, ne craignez-vous pas de les offenser vous-même ces loix, que vous voulez défendre des prétendues atteintes qu'on leur porte ? A votre âge, on ne sauroit trop se défier de l'apparence du bien. C'est la voix des Sirettes qui égare le pilote inexpérimenté, en l'attirant sur des écueils cachés au milieu d'une mer qui paroît sûre & tranquille.

Nos Loix fondamentales sont peu nombreuses, & présentent un sens clair & à la portée du commun des sujets. Elles établissent :

1°. L'indépendance de la Couronne.
*Ly Roi ne tient de nulluy, fort de Dieu
 & de luy.* Liv. 1. des Etabliss. chap. 76.

2°. L'autorité absolue du Monarque ; autorité qui réside pleinement , uniquement & essentiellement dans la personne du Roi. *Si veut le Roi , si veut la Loi* , disent nos plus anciennes constitutions. *Loysel* , art. 2.

3°. L'inaliénabilité de cette autorité suprême , suivant la formule du serment que nos anciens Rois , jusqu'à Louis VIII , prononçoient à leur sacre : *Je garderai inviolablement la Souveraineté , les droits , les prééminences de la Couronne de France , je ne les transporterai à qui que ce soit , ni ne les ALIÉNERAI*. Cérémon. de France , Tom. I. p. 76.

4°. L'immutabilité de Gouvernement Monarchique.... Cette loi est une conséquence de ce qui précède.

5°. L'ordre de la succession au trône : ordre qui remonte à la *Loi Salique* quant au principe , & qui n'a point souffert de difficultés quant à ses conséquences , depuis qu'en 1316 les douze Pairs du Royaume prononcèrent l'*exclusion* des femmes. (*)

(*) Je ne mets point la *propriété* au rang des Loix fondamentales , parce qu'elle est moins une loi particulière que le principe & la base de tout Gouvernement,

Un seul Roi, indépendant, absolu, qui ne tient que de Dieu un pouvoir dont il ne doit compte qu'à lui seul : pouvoir qu'il ne peut ni diviser ni détruire, & qu'il transmet nécessairement à son successeur légitime dans toute sa plénitude & perfection, comme il l'a reçu en héritage de ses ancêtres : pouvoir qui soumet indistinctement & également à son autorité le premier Prince de son sang, & le dernier de ses sujets : pouvoir dont il peut, pour les besoins de l'Etat, communiquer une portion à ceux qu'il daigne honorer de sa confiance, mais qu'il est toujours le Maître de rappeler à lui-même quand il le juge à propos : pouvoir qui l'élève au-dessus des Loix pour les changer, les abroger, les rétablir, en créer des nouvelles : pouvoir enfin, qui ne peut être restreint que par lui-même, sans qu'aucune volonté particulière ou générale ait le droit d'en arrêter le cours. Telle est la constitution de la Monarchie Française.

Ces Loix sacrées, connues dès les premiers temps de la Monarchie, présidèrent à sa formation, & lui préparèrent dès-lors ces jours de splendeur, de force,

& de prospérité qui immortalisèrent le règne glorieux de Charlemagne. Ces heureux temps dura peu. Ces saintes Loix éclipsées sous ses foibles Successeurs, enlévelirent avec elles la gloire du Royaume. La décadence du Trône ouvrit la porte à la servitude la plus dure & la plus honteuse. Une féroce Anarchie couvrit en un moment toute la France d'une foule de tyrans subalternes, & d'un troupeau d'esclaves attachés à la glèbe. En oubliant les droits de la Souveraineté, le peuple perdit les siens; & l'humanité dégradée paya de ses privilèges les plus inviolables, les fautes de la politique & les attentats d'une coupable ambition.

Enfin, sous la troisième Race, après quatre siècles d'horreurs & d'abrutissement, le Gouvernement féodal, attaqué de toutes parts avec autant de vigueur, que d'adresse & de constance, tomba peu à peu sous les coups redoublés de la puissance Monarchique. La Royauté osa faire revivre & parler ses droits. On la vit par-tout combattre & vaincre, en invoquant les mêmes Loix qu'elle venge aujourd'hui. La liberté du peuple fut le premier fruit de ses

efforts glorieux, & devint à son tour l'instrument de ses progrès légitimes. Tout rentra dans l'obéissance, tout fléchit sous l'autorité souveraine, à mesure que la Monarchie marchoit à sa perfection : & l'expérience montra enfin que le peuple n'est heureux, libre & tranquille, qu'autant que le Souverain, affranchi de tout ce qui tend à gêner l'exercice du pouvoir absolu, peut du haut de son Trône, planer sur toutes les parties de l'Etat, commander sans obstacle, & déployer sans résistance toute l'énergie de son autorité. — A merveille ! oh ! le sens-froid n'y fait œuvre. C'est à présent de l'éloquence, un essor, de l'enthousiasme. . . . — Dites du patriotisme.

Qu'on me montre sur la terre un peuple qui sache, comme le François, concilier les loix de l'honneur avec les devoirs de l'obéissance, & allier la dignité d'homme à la qualité de sujet : un peuple plus attaché à son Gouvernement, plus respectueux, plus fidèle envers ses Rois, & que ses Rois aient plus honoré, plus chéri & gouverné avec plus de modération depuis l'époque que j'ai marquée. Il n'est pas jusqu'à Louis

XI. lui-même qui n'ait quelque droit à notre reconnoissance; & l'on ose aujourd'hui nous inspirer de l'horreur pour un Gouvernement aussi avantageux ! On va jusqu'à desirer de le voir restreint ! Jetez les yeux sur l'Angleterre , Partisans des Gouvernemens mixtes , & approfondissez sa situation présente. Vous y verrez un *Wilkes* se jouer insolamment de tous les Ordres de l'Erat , violer toutes les Loix en invoquant la liberté , s'opposer aux levées ordonnées pour la défense de la Nation , absoudre & élargir , de son autorité privée , des séditieux , des calomniateurs publics , & balancer lui seul tous les Pouvoirs réunis. Demandez à la Pologne , devenue un théâtre éternel de dissensions & de fureurs , quels fruits elle a tirée de ses *Paçta Conventa*. De règne en règne , elle voit ses tyrans occupés à affoiblir l'autorité des Rois dont ils redoutent la puissance. Qu'y gagne-t-elle ? que de fomenter & de nourrir dans son sein les semences d'une guerre interminable. Tandis qu'une armée de petits Despotés , toujours divisés entr'eux , toujours prêts à se liguer contre le Souverain , s'entrégorgent , au sein de l'A-

narchie , toutes les fois qu'il est question de lui donner un Successeur ; un peuple immense languit à leurs pieds dans l'opprobre & la servitude. N'est-ce pas une preuve éclatante que l'indépendance absolue du Maître est le rempart de la liberté des Sujets , & le gage le plus assuré de leur bonheur ? Qu'un seul commande , & que tout le reste obéisse , c'est l'esprit de nos Loix fondamentales , l'ame de nos constitutions ; & ce sera toujours le vœu le plus ardent du Patriotisme éclairé.

Je ne disconviendrai pas que ces assertions ne soient vraies à bien des égards , mais il me semble qu'il y manque toujours un point très-essentiel pour assurer le repos & la liberté légitime des Sujets. — Quel est-il ? Daignez m'en faire part. — C'est une barrière contre le Despotisme , un contrepoids qui balance l'autorité , & l'empêche de s'élançer hors de ses limites. — Je ne vous entends pas. Permettez-moi de vous demander quelle idée vous vous êtes faite de cette barrière ? Mais l'idée que tout le monde en a Mais je crains bien que tout le monde n'en ait pas une idée bien nette &

bien précise. Voulez-vous que ce soit un mur qui arrête , ou seulement un obstacle qui retarde ? . . . Sans doute je veux un mur qui me défende, . . . A merveille. Rome eut ce mur - là. L'*Intercedo* d'un Tribun étoit un rempart contre la tyrannie du Sénat. Mais voyez à quoi servit ce rempart. Le caprice d'un seul homme embarrassa toute la République. Les meilleures Loix devinrent impossibles, & votre barrière ne fut qu'un mur de division ; Anarchie d'abord, puis sédition, puis guerre civile ; & enfin le Despotisme plus cruel. Le *Liberum Veto* de la Pologne est bien encore cette barrière que vous imaginez ; voudriez-vous changer la constitution de la France contre celle de la Pologne éternellement flottante entre le dégoût de ses Loix, & l'impossibilité d'en avoir de meilleures. Croyez-moi, il faut que la Souveraineté soit une ; si vous la divisez, vous ruinez toute Puissance publique, & votre liberté imaginaire n'est que l'oppression de tous : — Oui, mais songez donc que ma barrière n'est ni l'*Intercedo* d'un Tribun, ni le *Veto* d'un Polonois. C'est l'opposition constante & unanime de

douze Parlemens à la vérification d'une Loi. Et sûrement il n'y aura là ni humeur, ni caprice, ni ambition; la vérité, l'intérêt public, voilà ce qui réglera constamment leurs démarches. Y a-t-il quelque exemple où ces douze Corps aient refusé leur suffrage à une Loi vraiment utile? Je pourrois vous en citer plus d'un. Je vous rappellerois cet Edit des Présidiaux désiré par la Nation, cette Ordonnance de 1657, d'autres encore qui ont essuyé l'opposition la plus constante & la moins méritée. Mais si jusqu'ici les Parlemens n'ont pas toujours résisté à de bonnes Loix, c'est qu'ils n'avoient pas cette résistance active qu'ils prétendent aujourd'hui. Si vous la leur accordez une fois, vous les verrez gagner en un instant bien du terrain. Ils commenceront par rendre la législation impossible, afin de se l'attribuer toute entière, & vous voyez bien qu'avec leur système d'unité, rien n'est si simple. L'opposition d'un seul produira l'opposition de tous, & le Roi inutile à son peuple, réduit au triste rôle des Califes, représentera dans son Palais le phantôme de la Monarchie, pendant

que les Parlemens en auront toute la réalité. Encore , si les Membres de ces Corps étoient sur la même ligne que les autres Citoyens ; si , après avoir été quelque temps nos Législateurs & nos Maîtres , ils redevenoient nos égaux , nous pourrions espérer que l'intérêt personnel ralentiroit la marche ambitieuse des Compagnies , & qu'on renonceroit au plaisir d'être tyran un moment , pour n'être pas tyrannisé toute sa vie. Mais les Charges sont inamovibles , elles sont héréditaires. Vous sentez donc que le despotisme de ces Corps ne trouve plus d'obstacles , & qu'en travaillant à augmenter leur puissance , chacun des Membres augmente celle de sa postérité. Voilà une Aristocratie absurde que vous voulez établir sous l'ombre de la liberté ; & cette barrière qui doit vous défendre , ne sera réellement que le joug du plus affreux & du plus ridicule despotisme. Eh ! si vous voulez renverser le Trône , élevez au moins la Nation toute entière sur ses débris ! Le sang coulera , la génération présente sera livrée aux malheurs les plus terribles , la France peut-être sera perdue sans retour ; mais au moins on ne

pourra pas vous reprocher la sottise de chercher à vous débarrasser d'un Maître pour vous faire deux mille Despotes; & si vous arrachez la Couronne à votre Roi légitime, ce ne sera pas pour la mettre sur la tête du premier faquin qui aura donné dix mille écus pour être Conseiller.

Convenez qu'il ne nous faut point un Pouvoir qui commande, & un Pouvoir qui empêche; mais il nous faut des Corps qui puissent retarder l'exercice brusque & arbitraire de l'Autorité. Un Sultan, dans un mouvement de colère, fait trancher la tête à son Visir, voilà le Despote; mais un Roi de France ne peut agir que par les Loix. Ces loix, il faut les rédiger, & cette première opération demande déjà du temps. Si c'est un caprice qui en donne l'idée, ce caprice est bientôt détruit, & la Loi n'aura pas lieu. Mais supposons qu'il persévère, il faut présenter cette Loi à l'enregistrement : nouveaux délais, & puis des représentations : si la volonté du Prince est visiblement injuste, il est impossible qu'elle tienne contre le sentiment intérieur, contre cette première résistance des Parlemens, enfin contre

le cri public ; mais elle est vérifiée , c'est un grand mal : cependant il reste encore un remède qui finira par être efficace , c'est la réclamation persévérante des Cours & du Peuple. Il n'y a point eu de Loi vraiment mauvaise en France , qui ait pu soutenir ces différentes épreuves ; parce que dans le vrai , il n'est point de Législateur qui ne se propose un objet d'utilité publique , & qui ne se renferme quand l'expérience l'a convaincu qu'il s'étoit trompé. Nous n'avons donc point de Despotisme à craindre dans l'Etat actuel , puisque nos Rois ne peuvent exercer leur autorité qu'avec des formes & des modifications , & jamais d'une manière brusque & rigide. Mais nous devons craindre que notre constitution ne nous échappe , & qu'une alarme vaine ne nous jette dans un malheur réel. Si une fois la Nation est enchaînée dans les fers des Parlemens , tout est perdu pour elle jusqu'à l'espoir de la liberté. La tyrannie pesera sur tous les points , & le peuple que sa petitesse dérobe en Turquie aux caprices du Sultan , sera en France la victime du despotisme des Magistrats.

Ainsi vous êtes bien loin de penser

que l'établissement du Parlement & l'autorité qu'il réclame, soit *une des branches de la Constitution de l'Etat* ? —

Le Parlement, *une des branches de la constitution de l'Etat* ! Vous me faites rire. Il faudroit donc qu'il fût aussi ancien que la Monarchie ? Il ne seroit donc plus une institution de nos Rois ? D'où lui viendrait son autorité ? de Dieu ? ou de la Nation ? S'il la tenoit de Dieu, elle seroit parallele à celle du Monarque, indépendante & absolue comme elle ; & tous ceux qui y participeroient seroient autant de Souverains. Si l'on veut qu'il la tienne de la Nation, qu'on m'explique quand & comment la Nation a pu lui donner ou lui transmettre des droits qu'elle ne s'est jamais attribués. *Je dois dire*, (c'est M. le Président Hénault qui parle) * *je dois dire que , comme nous ne reconnoissons en France d'autre Souverain que le Roi , c'est son Autorité qui fait les Loix , qui veut le Roi , si veut la Loi. Ainsi les Etats Généraux du Royaume n'ont que*

LA VOIE DE LA REMONTRANCE ET DE LA

* Abrégé Chronologique de l'Histoire de France, à l'année 1614.

TRÈS-HUMBLE SUPPLICATION. *Le Roi* défère à leurs doléances & à leurs prières, suivant les règles de la prudence & de la Justice : car s'il étoit obligé de leur accorder toutes leurs demandes, il cesseroit d'être leur Roi. Voyons si l'Histoire est d'accord sur cette question avec le raisonnement.

Il y avoit près de dix siècles que la Monarchie existoit, lorsqu'en 1302 il plut à Philippe-le-Bel de créer un Parlement à Paris, non pas dans la vue d'aliéner une partie de son autorité, puisqu'il n'en avoit pas le pouvoir, ni pour que la Magistrature devînt une branche essentielle de la constitution de la Monarchie, ce qui seroit absurde; mais pour la commodité des Sujets & l'expédition des causes; *propter commodum subjeëtorum, & expeditionem causarum, proponimus ordinare duo Parlamenta Parisiis.* Ce sont les termes de l'Edit.

Avant cette époque, nos Rois rendoient eux-mêmes la Justice, ou la faisoient rendre en leurs noms par quelques-uns des Seigneurs de leur suite, sans que pour cela ces Seigneurs prénommés devinrent partie essentielle de

la constitution de la Monarchie, ni avoir droit de s'immiscer aux affaires de l'Etat. Ouvrez Joinville, l'Historien de S. Louis, vous y lirez ce qui suit: En Eté, après avoir entendu la Messe, il alloit s'ébattre aux bois de Vincennes, se seoit au pied d'un chêne, & nous faisoit asseoir auprès de lui, le Seigneur de Nesle, le Comte de Soissons & moi, & tous ceux qui avoient affaire à lui, approchoient sans qu'ils eussent empêchement d'aucun Huissier, & puis le Roi demandoit à haute voix, s'il y avoit aucun qui eut partie? Le Roi écoutoit ceux qui parloient, & donnoit sa Sentence selon l'équité. Quelquefois il commandoit à M. Pierre de Fontaines & à M. Geoffroi de Villette, d'oûir les Parties & leur faire droit..... Aussi j'ai vu plusieurs fois que le Roi venoit au jardin de Paris, habillé d'une cotte de camelot, d'un surcôt de tiretaine, sans manches, ayant un manteau par dessus de sandal noir, & faisoit étendre des tapis, & puis donnoit audience & faisoit justice à tous ceux qui venoient devant lui. —

Volla un texte bien précis, je l'avoue; mais les choses sont changées,

& désormais nos Rois ne peuvent plus le passer de leurs Parlemens. Ne faut-il pas qu'il y ait des Juges dont l'autorité soit reconnue, & dont les Sentences soient empreintes d'un caractère légal & authentique? — Oui, sans doute, il le faut. Aussi toutes les Sentences, tous les Actes émanés des Tribunaux portent-ils le sceau de la Puissance publique, puisque tout s'y fait au nom du Roi. Mais dans tout cela, je ne vois d'essentiel que ce caractère auguste. Le nom & la personne des Juges n'y fait rien. Les Juges meurent ou se retirent, mais le Tribunal est immortel comme l'autorité qui en est le fondement. Qu'importe sous quelle forme & par qui la Justice soit administrée, pourvu que ce soit toujours au nom & sous la garantie du Monarque? Qu'ont fait les Successeurs de S. Louis en instituant des Parlemens? Précisément ce qu'il faisoit lui-même, en commettant des Seigneurs de la Cour pour ouïr les Parties & leur faire droit.

Le Parlement de Paris ne tenoit d'abord ses assises que deux fois l'an, & chaque Parlement ne duroit que deux mois. Peu à peu les Causes

se multiplierent , & le Parlement fut rendu perpétuel. Mais, dit Pasquier ,
 * *à chaque ouverture les Rois donnoient nouvelles Lettres Patentes en forme de Commission , avec une Liste de ceux qu'ils vouloient y avoir séance ; & n'étoit pas dit que celui qui avoit été appelé au précédent , y eût lieu au suivant , sinon qu'il fût compris au rôle qu'on y envoyoit.*

Cet usage ne fut point aboli , mais il tomba au milieu des troubles qui agiterent le règne infortuné de Charles VI, soit que, dans le feu des factions qui embrasoient alors l'Etat, on ait oublié réellement, comme le veut Pasquier, de renouveler ces *Commissions*, soit plutôt par un effet de la politique dangereuse du *Duc de Bourgogne*, on cessa d'envoyer des rôles au Parlement, & les Officiers se continuèrent d'eux-mêmes dans les fonctions de la Magistrature. Mais à qui persuaderait-on qu'un usage, né des désordres de la plus cruelle Anarchie, soit une loi fondamentale, & qu'un défaut de forme devienne un titre irréfragable pour s'arroger des droits qu'aucuns de nos

* Recherches sur la France, chap. 2,

Souverains n'a pu aliéner ? Que signifie cette *inamovibilité* prétendue des Magistrats ? Par quelle fatalité Louis XV. auroit-il perdu cette portion de son autorité , dont tous ses prédécesseurs ont joui sans réclamation & sans obstacle ? En 1523 , François I. envoie un Seigneur de la Cour au Parlement pour lui porter un ordre de s'anticiper : le *Premier Président* lui a répondu , dit le *Registre du Parlement* au dernier Octobre 1523 , que..... *dudit Seigneur* (Roi) *dépend toute l'autorité & puissance de la Cour , & qu'en lui est de l'anticiper & de la retarder , comme bon lui semblera , de L'ABOLIR , augmenter & diminuer , ainsi qu'il lui plaira , & auxdits Présidens & Conseillers de lui obéir en toutes choses.* Voilà le langage de la fidélité & du respect pour les *Loix fondamentales* , langage méconnu aujourd'hui par l'ambition , & traité de flatterie , de servitude honreuse , & de *blasphème* par l'esprit d'indépendance qui fait tourner toutes les têtes ignorantes. — Hé bien , je suppose pour un moment que cette *inamovibilité* soit une chimère , seroit-ce un si grand mal que cette chimère pût

enfin se réaliser? Ne devrait-on pas au contraire la regarder comme un frein utile, une digue salutaire à opposer aux abus qui naissent en foule de l'usage d'une autorité sans bornes? —

Observez, je vous prie, que cet inconvénient est de tous les Gouvernemens. Le peuple en Corps peut abuser de la Souveraineté; des Aristocrates peuvent en abuser aussi. Ira-t-on, sous ce prétexte spécieux, renverser l'ordre établi dans un Etat? Il faut que la constitution d'un Empire soit à jamais inviolable & sacrée, parce que le droit d'en ébranler les fondemens seroit cent fois plus redoutable que les abus qu'on voudroit en bannir. Ce droit terrible ressembleroit à l'ordre qu'un *Forban* donne en secret, avant le combat, de faire sauter le vaisseau à la moindre apparence de danger.

Que seroit-ce, en effet, que des Parlemens *inamovibles* dans le sein d'une Monarchie? On ne sçauroit y penser sans frémir. Leur autorité perpétuelle, indépendante, s'éleveroit invinciblement au-dessus de celle du Monarque, Interprètes nécessaires des Loix, qu'ils feroient parler suivant

leurs caprices ; dépositaires de la fortune , de la vie & de l'honneur de leurs Concitoyens , dont ils se joueroient à leur gré , pouvant tout sans le Roi , qui ne pourroit rien sans eux , on les verroit préluder à l'accomplissement de leurs projets tyranniques par des discours & des écrits insidieux , serrer entr'eux les liens d'une confédération effrayante , frapper de concert dans toutes les Provinces les Représentans de l'Autorité Royale ; & bientôt , par un effort puissant & universel , abaisser de proche en proche , sous un joug inflexible , tous les Ordres du Royaume. On verroit la désobéissance au Trône autorisée par des Arrêts ; la révolte ordonnée ; la fidélité punie ; les Loix les plus saintes éludées par des distinctions puériles ; l'exercice de la Justice changé en un brigandage public ; des Sujets érigés en Despotes ; leurs égaux forcés de ramper à leurs pieds ; les défenseurs de l'Etat fléttis indignement ; la Majesté violée ; les droits méconnus ; son autorité anéantie ; le Sceptre tombé dans la dépendance , & brisé enfin par un pouvoir acquis à prix d'argent. Vous sçavez , mon ami , si ce sont-là

des terreurs vaines, des suppositions gratuites. Que deviendrait la France, quand cette Confédération monstrueuse, formée par une ambition commune, viendrait à se rompre par la diversité des intérêts? Douze Ressorts, indépendans l'un de l'autre, seroient comme autant d'Etats isolés, où le moindre des écarts, que l'autorité pardonne sans peine à la légèreté de la Nation la plus fidèle & la plus aimable qui soit au monde, deviendrait un crime capital; où....—— J'admire comme le zèle Anti-Parlementaire vous transporte. Vous vous faites des monstres pour vous donner le plaisir de les combattre. Quelle apparence que jamais des Sujets éclairés & fidèles puissent s'oublier jusqu'à tourner contre leur Souverain l'autorité qu'ils tiennent de lui?—— Vous ne me rendez pas justice, je suis bien loin d'être Anti-Parlementaire; & je ne me pardonnerois pas plus d'oser élever la voix contre les justes prérogatives de la Magistrature, que de vous dissimuler le péril qu'il y auroit à leur donner une extension que nos Loix réprouvent. Un flatteur approuve tout: un frondeur

blâme tout : un esprit léger flotte sans principes & sans bouffole au milieu des opinions ; le vrai Citoyen étudie dans le silence les droits respectifs , pèse tout au poids de l'équité , & ne se détermine qu'avec connoissance de cause. Ouvrez l'Histoire , vous verrez à quels excès les Compagnies les plus respectables sont capables de s'abandonner , quand une fois ils ont franchi les bornes du devoir. Un grand fleuve , puissamment retenu dans son lit , entretient sur son cours la fécondité des campagnes qu'il arrose ; mais s'il vient à s'enfler , à crever ses digues , c'est un fleau destructeur , qui porte au loin la désolation & le ravage , & change en déserts affreux les mêmes champs qu'il devoit embellir & fertiliser. — Lieux communs que toutes ces comparaisons ! Cela empêche-t-il que ce ne soit le Parlement qui a maintenu la Loi Salique contre la Déclaration de Charles VI ; fait rentrer enfin dans le devoir , sous Henri IV , les peuples entraînés par l'esprit de faction , & raffermi tant de fois la Couronne dans l'auguste Maison qui nous gouverne ? Rem. du Parlem. de Paris du 27 Nov. 1755. pag.

126. — Bon ! voilà justement une preuve de ce que je vous disois , en parlant des Rédacteurs de Remontrances , que souvent *la tête leur tourne* : car je n'ose les taxer d'ignorance , & ce seroit un crime que de soupçonner leur probité. Mais voulez-vous , sur tous ces faits , parler comme l'Histoire ? Laissez-là les Remontrances , & prenez l'inverse de cette assertion.

En 1419 la Reine de France (Isabeau de Bavière) le Duc de Bourgogne , & le Roi d'Angleterre résolurent d'ôter la couronne au Dauphin , & dressèrent à Troyes les articles du Traité. (*) Pour légaliser en apparence ce brigandage horrible , on envoya des Ambassadeurs au Parlement pour requérir Lettres par lesquelles il pût apparoir... S'ils avoient intention de tenir , entériner & accomplir à leur pouvoir ce qui seroit accordé par le Roi , la Reine , le Duc de Bourgogne. (**) Vous vous attendez sans doute que les défenseurs de la Loi-Salique vont signaler ici leur zèle , & opposer une résistance invincible à ces

(*) Sous Charles VI, qui étoit en démence.

(**) Regist. du Parl. au 18 Déc. 1419.

indigne complot ? Ecoutez la réponse , telle qu'on la lit dans leurs Registres : (*) *Aucun des membres du Parlement n'eut garde de réclamer.... Les assistans... Nemine in contrarium reclamante , furent d'accord & d'opinion que ladite cédule étoit raisonnable , & qu'il étoit expédient d'en faire Lettres scellées.* Tout le monde fait que ce traité avoit pour objet principal de déserter la Couronne de France à Henri V , Roi d'Angleterre , qui épousoit Catherine de France. On ne s'en tint pas là , un des articles porte expressément , que le cas advenant où le Roi n'eût enfans de ladite Madame Catherine , la Couronne viendroît de son droit au plus prochain Prince de celle d'Angleterre , sans retourner à ceux du sang de France. Ainsi ce n'étoit pas assez de déshériter le Dauphin , de donner à la France un Roi étranger , il falloit encore que tous les Princes du Sang fussent à jamais dépouillés de leur droit légitime , en cas que le Dauphin vînt à mourir sans postérité. Le Traité fut signé à Troies le 21 Mai

(*) Ibid.

1420. Toujours fidèle à ses engagements, le Parlement ne se contenta pas d'enregistrer & de publier, comme il l'avoit promis, ce monument honteux de vengeance & de délire, il le fit jurer publiquement. *Les assistans l'un après l'autre, disent les Registres au 30 Mai 1420, vinrent faire iceulx sermens ès mains du Premier Président qui les reçut, &....fit commandement au Prévôt de Paris; qu'il fit tenir & observer iceulx Traités.*

Ce n'est pas tout: ce même Parlement avoit rendu le 3 Janvier 1420, un Arrêt (*) qui déclare Charles, *soi-disant Dauphin*, déchu de tous ses droits, le bannit à perpétuité, & condamne ses adhérens à *subir mort ignominieuse*. Instruit de cet attentat execrable, le Dauphin en appella devant la face de Dieu, & fit vœu de relever cet Arrêt à la pointe de l'épée: ce qui n'empêcha que ceux de ses partisans, les vrais François, qui eurent le malheur d'être pris, ne fussent écartelés sur la simple qualité de serviteur

— (*) Voyez l'Hist. de Charles VII. par l'Abbé Choisi.

du soi-disant Dauphin , comme il paroît par les mêmes Registres aux 19 & 20 Février , 15 & 23 Mars 1420. L'histoire offre-t-elle ailleurs des traits d'un *despotisme* plus abominable ? Voilà pourtant ce que les Remontrances appellent *maintenir la Loi Salique*. Quel ayeuglement , ou plutôt quelle folie !

Cela est un peu violent , je l'avoue ; mais enfin ces horreurs sont personnelles , & il me semble qu'il seroit bien injuste d'en faire rejaillir l'opprobre & l'atrocité sur des Magistrats qui leur sont postérieurs de plus de trois siècles & demi. — Prenez garde , mon ami , je ne vous dis pas cela : je veux seulement vous montrer combien peu on doit compter sur des Remontrances qu'on ose présenter au Prince & répandre dans le public avec tant de légèreté & de confiance.

Je ne finirois pas si je voulois détailler tous les attentats où ce même Parlement , toujours si fidèle & si soumis , s'est porté contre Henri III. & Henri IV. Vous le verriez lançant des Arrêts terribles contre les Commissaires chargés par le Roi , de faire le pro-

cès à la mémoire de l'audacieux Duc de Guise (*) ; arrêtant un projet d'union pour *poursuivre justice par toutes sortes de voies contre les auteurs, coupables & adhérens du massacre de ce Duc factieux*. Vous verriez cet Arrêt juré le lendemain par tous les Membres de la Compagnie, dont quelques-uns mêmes portent la fureur & le fanatisme jusqu'à le signer de leur sang. Vous verriez cet acte séditieux envoyé dans toutes les Provinces , à tous les Seigneurs , à *tous les Parlemens & à tous les Evêques*. (**) Vous verriez une procédure criminelle entamée par des sujets contre leur légitime Souverain, qu'ils ne qualifient plus que de *ci-devant Roi de France* (***)... Vous verriez le Parlement de Toulouse ordonnant par un Arrêt du 22 Août 1589 , des actions de grâces dans toutes les Eglises de son ressort , pour la mort

(*) Régl. du Parlement, aux 29 & 30 Janvier 1589.

(**) Voyez le Dict. critique & historique au mot *Henri III*.

(***) Henri IV. fit arracher ces horreurs des Registres qu'elles souilloient, pour en épargner la honte à leurs Auteurs.

de Henri III (*), qu'il appelle *miraculeuse*, instituant à perpétuité une procession en mémoire de ce Régicide épouvantable; défendant à toutes personnes de reconnoître pour Roi Henri de Bourbon, *prétendu* Roi de Navarre, & le déclarant, en vertu d'une Bulle, incapable de jamais succéder à la Couronne.....Celui de Paris défendant, par Arrêt du 15 Juin 1590, de parler d'aucune composition avec Henri de Bourbon, sous peine de la vie.....Celui de Rouen cassant les Sentences & Arrêts des Cours & Tribunaux établis par le Roi, & prononçant la dégradation contre tous les Gentilshommes qui se seroient séparés ou se sépareroient de l'Union.....Celui d'Aix déclarant le Duc de Savoie Gouverneur & Lieutenant Général en Provence.....Quelle étrange manière de faire rentrer les peuples dans le devoir, & d'affermir la Couronne dans l'auguste Maison qui nous gouverne.

De grace, oublions ces temps malheureux, où le fanatisme, empor-

(*) Voyez les Mémoires de la Ligue, T. 4, p. 51.

tant les esprits, sembloit avoir éteint dans les cœurs tous les sentimens de la nature & du Patriotisme. C'étoit le crime du siècle. Depuis cette époque déplorable, vous conviendrez du moins que la fidélité des Parlemens n'a point souffert d'éclipse. Je voudrois bien en convenir, mais l'histoire atteste malheureusement le contraire.

Je vois sous le règne de Louis XIII. le Parlement de Rouen, cassé par une Déclaration du Roi du 17 Décembre 1639 (*), pour avoir favorisé la révolte, qu'on appella des *Vas-nu-pieds*; & remplacé par des Magistrats de nouvelle création. Passant delà aux troubles de la Fronde, je vois le Parlement de Paris soulevé par deux de ses Membres (**); un arrêt d'*Union* entre cette Cour, celle des Aydes & la Chambre des Comptes; l'enlèvement des auteurs de cette démarche imprudente; la populace révoltée; les chaînes tendues dans la Capitale; les

(*) Voyez Dan. Histoire de France, édition de Paris, in-4. 1756. t. XV. p. 249 & suiv.

(**) Le Président de Biancmenil, & le Conseiller Brauffel. Voyez le Président Hénault, & le Siècle de Louis XIV.

coupables redemandés avec audace ; & reçus comme en triomphe ; un Roi mineur chassé du Palais de ses Pères , où sa vie n'étoit plus en sûreté ; une armée levée par arrêt du Parlement ; des taxes imposées par des Magistrats ; la fidélité ébranlée dans le cœur des Princes ; ces Princes poussés ensuite à une rébellion ouverte ; la tête d'un Ministre fidele indignement mise à prix ; les partisans déclarés criminels de Leze-Majesté ; les revenus de l'Etat saisis , en proie aux auteurs des troubles ; tous les Parlemens invités à la révolte ; enfin une guerre intestine allumée , fomentée & soutenue quatre ans pour la querelle particulière de deux Magistrats. Sont-ce là , je vous le demande , des preuves bien authentiques d'une fidélité inviolable ? Vous ne répondez rien. — Je suis confondu , indigné , quand je rapproche ces faits des éloges fastueux que toutes les Remontrances prodiguent aux Parlemens avec une impudence si peu mesurée.

Pauvres François , comme on se joue de votre crédulité aveugle ! séduit , je l'avoue , par leurs protestations

éternelles de soumission, d'obéissance envers le Roi, & de dévouement au bien public; j'aurois, je crois, versé tout mon sang pour eux: mais, c'en est fait, le voile est déchiré, & je ne les regarde plus désormais que comme des ambitieux, qui sous des dehors imposans, & sous le prétexte spécieux d'embrasser la cause du peuple, creusent sous les pas un précipice terrible, & cachent de perfides desseins dont on ne sauroit trop se défier. —

Quoi! toujours extrême? oh! vous êtes bien de votre âge. Allons doucement, & n'inculpons personne sur des apparences aussi légères. Dans tous les Corps, il se trouve nécessairement de mauvaises têtes; mais soyez sûr que, pour l'ordinaire, le grand nombre pense bien. Il est des circonstances critiques où l'intérêt & un faux point-d'honneur font oublier les principes. On dispute, on s'échauffe, on crie. Qu'alors quelqu'un vienne à ouvrir un avis peu mesuré, les jeunes gens l'embrassent aussitôt avec chaleur, & le soutiennent avec la dernière obstination. Les sages se taisent, les esprits modérés réclament faiblement; peu

à peu la balance penche, tombe & se précipite du côté de l'enthousiasme, l'avis passe à la pluralité. Cet inconvénient est de tous les Corps. — Mais ces Remontrances ! — Ces Remontrances, qui vous paroissent maintenant si peu dignes de l'estime & de la confiance que vous leur aviez vouées, ne se font point autrement. On règle les articles dans le même esprit qui a dicté l'avis ; on choisit pour les rédiger ceux qui paroissent y prendre l'intérêt le plus vif ; tout se fait à la hâte, les Commissaires sont tout de feu ; les talens qu'ils se sentent, leur attachement personnel à l'opinion qu'ils sont chargés d'appuyer, l'envie de briller, d'éblouir, leur exaltent l'imagination, & la tête leur tourne. Hors d'état, par le peu de temps qui leur est donné, d'approfondir chaque partie d'un sujet, ils les effleurent à peine. Leurs préjugés deviennent des raisons ; les autorités qui les flattent leur paroissent les plus sûres ; de-là ces faits faux & ces principes hasardés dont les Remontrances fourmillent. D'un autre côté, l'estime qu'ils font de leur état les rend peu difficiles sur les éloges qu'ils lui prostituent.

Tant pis pour ceux qui s'y laissent prendre. — Hé bien, je voudrois de tout mon cœur qu'on leur ôtât pour jamais le droit d'en faire. — Vous n'y pensez pas, mon ami : croyez-vous que ce soit pour eux que nos Rois leur accordent cette prérogative inestimable ? — Et pour qui donc, s'il vous plaît ? — Pour la Nation. Nos Rois ne se sont jamais crus infailibles ; ils savent que la meilleure intention ne met pas toujours à l'abri des surprises & de l'erreur. Quoique tout se délibère dans leur Conseil plus mûrement que dans les cohues tumultueuses où dominent l'intérêt & l'esprit de Corps, ils ne dédaignent pas cependant de s'éclairer des lumières de leurs Cours. En conséquence, par amour pour un peuple qui les sert & les chérit avec tant de zèle & de fidélité, ils permettent aux Magistrats de leur adresser des Représentations sur les inconvéniens qui pourroient résulter des changemens qu'ils veulent introduire dans l'Etat, ou des établissemens qu'ils projettent d'y créer.

Mais, j'ose le demander à toute la France, est-ce dans cet esprit que les

Remontrances paroissent écrites ? Est-ce l'intérêt public qui guide les Parlemens aux pieds du trône, lorsqu'ils ne rougissent pas d'y porter, au lieu des lumières qu'on attend de leur patriotisme & de leur véracité, un frivole tissu de maximes anti-monarchiques, de mensonges impudens, de déclamations vaines, & d'amères censures qui ne tendent qu'à aigrir le peuple, & à l'indisposer contre le Souverain, ce qui est un crime ? Est-ce ainsi qu'on espère de faire triompher la vérité ? N'est-ce pas se moquer de la Nation que de plaider sa cause avec des injures & des faits controuvés ? Que nous importe l'encens éternel que les Parlemens prodiguent à la dignité de leur profession, à la sublimité de leurs lumières, à l'intégrité de leur ministère, à l'incorruptibilité de leur foi, à la pureté de leurs intentions, si le public n'en est pas mieux servi ? On se moqueroit avec raison d'un Avocat qui, dans la cause d'un client, parleroit sans cesse de lui-même, de ses vertus, de ses talens & de sa probité. Que les Remontrances soient modérées & respectueuses ; qu'on en bannisse à jamais toute maxime contraire

à l'autorité du Prince ; qu'on y discute avec soin les intérêts respectifs du Monarque & des Sujets ; qu'elles roulent non sur la personne & les prétentions ambitieuses des Magistrats , mais sur ce qui peut être utile ou nuisible au peuple ; que les Parlemens daignent s'oublier réellement pour ne songer qu'à la Patrie ; que la passion se taise , & laisse parler la raison ; en un mot , qu'on ait le courage de substituer aux feux follets d'une éloquence déplacée la force & la solidité d'une consultation profondément réfléchie ; alors la vérité s'applanira d'elle-même l'abord du trône , & triomphera sans contradiction de tous les obstacles qu'on voudroit opposer à ses justes efforts : alors les remontrances seront ce qu'elles doivent être ; & l'on ne verra plus les Rois en défendant l'usage à leurs Cours , ou forcés d'en réprimer les abus par des réponses sévères & trop tôt oubliées. —

Vos observations sont justes & dignes de votre caractère patriotique ; mais ne seroit-ce point abuser de votre complaisance que de vous demander ce que vous pensez de la destitution du Parlement de Paris ? — Je crois vous avoir

démontré, par le raisonnement & par les faits, qu'elle n'est point contraire aux loix d'Etat. J'ajoute encore qu'elle étoit indispensable, puisque le Parlement persistoit dans sa défection, malgré les ordres réitérés du Roi. Ce n'étoit plus demander la révocation de l'Edit, c'étoit vouloir l'obtenir de force. Convient-il à des Sujets de faire la loi au Prince ? N'est-ce pas un crime de vouloir le punir dans son peuple d'une fermeté qu'on a rendu nécessaire ? Pourquoi cette obstination criminelle à se désister des fonctions qu'on s'est imposées par un serment irrévocable ? Je vous le dis avec douleur, c'est, à mon avis, le trait le plus déshonorant que présente l'histoire de cette Compagnie. Quel projet & quels moyens ! Résistance à la Loi de l'obéissance imposée à tout Sujet, infraction de serment, injustice envers le peuple, affectation puérile de substituer la cause des Loix à celle de la personne des Magistrats, détours honneux pour colorer l'irrégularité d'une conduite inexcusable, danger d'allumer des troubles au sein de l'Etat, exemple pernicieux d'irrévérence envers le Souverain, encouragement donné à des

Libelles infâmes, à des Satyres atroces : voilà des torts dont elle ne se lavera jamais, & qui serviront de justification immortelle à l'Edit qu'elle a voulu faire passer pour un attentat à l'honneur de ses Membres, & pour l'effet d'un projet criminel de renverser la Constitution de la Monarchie... Mais vous êtes rassuré apparemment sur ces craintes frivoles ? — Oui, assurément. — C'étoit tout ce que je voulois. Quant aux suites de cette affaire, je ne m'en suis jamais inquiété, parce que j'étois bien sûr que l'autorité ne manqueroit pas de venger ses droits, & de faire prévaloir la justice de la cause. En attendant que tout soit terminé, je prends la liberté de rire au coin de mon feu de la fofie du public qui croit tout perdu, parce qu'on lui dit que tout est perdu. Toute la France en tira de même avant peu. Mais comme je suis fort vieux, & qu'à mon âge on ne doit plus compter sur le lendemain, je me suis hâté d'en rire d'avance. Vous ferez de même, si vous m'en croyez ; & pour toute réponse, vous direz aux enthousiastes que *la tête leur tourne*.



